

Qu'en résulte-t-il? Des dommages incommensurables pour l'individu et, pour les Canadiens, la perte de sommes importantes, aussi bien en productivité qu'en débouchés. Tout cela est inutile au Canada où nous possédons les ressources et les connaissances nécessaires à éliminer le chômage. Je reviens d'Europe occidentale et nombre de mes interlocuteurs ne peuvent croire que le chômage atteigne un tel niveau dans certaines régions du Canada car dans la plupart de ces pays, le chômage ne prend pas l'ampleur que nous lui connaissons ici.

Il faut aussi considérer que notre taux d'expansion est devenu quasiment nul ou tout au moins l'un des plus faibles parmi les pays industrialisés. En fait, le président du Conseil économique du Canada n'a-t-il pas déclaré récemment que l'écart entre notre potentiel et notre croissance ainsi que notre taux de chômage nous font perdre près de 4 milliards de dollars par an en termes de productivité? D'autres porte-parole officiels n'ont-ils pas avancé le chiffre de 5 milliards?

Quand des problèmes comme ceux-là sévissent d'un bout à l'autre du pays, quoi d'étonnant à ce que certaines des régions les moins favorisées du Canada connaissent des difficultés. Avant de régler leurs problèmes, il nous faut régler ceux qui concernent le pays tout entier.

L'économie canadienne connaît beaucoup d'autres difficultés car elle est mal dirigée et elle est loin de donner toute sa mesure. Il y a eu la lutte contre l'inflation, le gouvernement tolérant un taux de chômage excessif. Nous avons constaté que cette lutte a abouti à un échec parce que le gouvernement n'est parvenu à réduire les prix que faiblement et à un coût exorbitant. La lutte contre l'inflation a été une farce.

J'aimerais maintenant expliquer quelques-unes des causes des problèmes spéciaux qui existent dans certaines régions du pays. Il y a deux ans, nous avons appris que le gouvernement allait créer un ministère chargé de l'expansion régionale et économique. Les députés de mon parti qui, pendant de longues années, avaient parlé d'une telle initiative et avaient demandé la création d'un tel organisme, se sont alors mis à espérer, et cela pour deux raisons. Tout d'abord, le gouvernement s'est rendu compte de la nécessité de créer un ministère de ce genre, ce qui nous a donné espoir. Ensuite, ce nouveau ministère devait coordonner tous les plans du gouvernement pour en faire un plan directeur. Je tiens à signaler que la politique économique régionale a abouti rien moins qu'à un triste échec. Elle n'a pas réussi à réduire l'écart entre les nantis et les défavorisés au Canada. En fait, cet écart s'est même probablement agrandi.

Ce programme a échoué tristement pour deux raisons. La première, c'est qu'à mon avis, le gouvernement n'a pas le pouvoir d'exercer un contrôle réel sur l'économie canadienne. Il ne détient pas les leviers économiques susceptibles d'être utilisés. Les grandes décisions sont toujours prises par les sociétés multinationales et le gouvernement est très timide quand il traite avec elles. La seconde raison est que le gouvernement ne semble pas avoir de plan d'ensemble pour remédier aux inégalités économiques du Canada. Il aborde la situation avec des expédients, de façon diffuse, confuse et sans planification. Il répartit trop peu sur une trop grande partie du pays et c'est pourquoi ce projet s'est révélé tout à fait inefficace.

[M. Nystrom.]

Le plupart des députés ont cru lorsque le ministre a présenté cette mesure législative qu'il aurait dû être plus minutieux à l'égard de nos problèmes régionaux. Un autre ministériel nous a dit en son nom qu'il ne fallait pas désigner une trop grande partie du territoire, car le programme perdrait son efficacité. Maintenant, en 1970, nous constatons que presque tout le territoire est désigné. Compte tenu des opinions du ministre, il faut conclure que le programme est inefficace.

Pour que la loi sur les subventions au développement régional soit efficace, j'estime que le gouvernement devrait être plus sélectif dans son choix. Ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle.

Permettez-moi de commenter les subventions accordées à des industries installées dans certaines régions. Lorsque le projet a été présenté pour la première fois, nous avons constaté que le montant d'une subvention pouvait atteindre jusqu'à 25 p. 100 du coût d'immobilisation. Nous avons aussi découvert que, de l'avis du ministre, ce régime ne fonctionnerait pas. Maintenant les subventions peuvent atteindre 50 p. 100 du coût. Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) offre des avantages aux entreprises privées dans l'espoir qu'elles vont s'installer et résoudre le problème. Cela ne fonctionne pas et je ne puis concevoir comment le ministre peut rationaliser cette façon d'aborder le problème. Le ministre, lorsqu'il a comparu au comité, a dit que les subventions seraient de 25 p. 100 du montant total des dépenses d'une entreprise. L'un des membres du comité lui a demandé pourquoi 25 p. 100 au lieu de 30 ou 35. Il a répondu que si l'on augmentait encore les subventions, elles seraient inefficaces et que cela reviendrait à donner de l'argent à la libre entreprise et au secteur privé. Il a ajouté que si on le faisait, nous pourrions tout aussi bien exploiter nous-mêmes ces entreprises. Voilà maintenant que le ministre a changé d'idée, et qu'il le fait. A mon avis, c'est faire preuve d'hypocrisie ou de manque de courage pour tenir tête au monde des sociétés au Canada, comme il aurait dû le faire dans l'intérêt du peuple canadien.

A mon avis, il faudrait une société de développement du Canada pour établir des compagnies de la Couronne. Il serait alors possible de lancer des industries dans les régions économiquement faibles. C'est le seul moyen de régler les problèmes de disparité régionale. Les stimulants du ministre ne changeront pas grand-chose, d'après moi, même s'il en offrait encore plus. Nous n'avons pas besoin de ce genre de Père Noël au Canada. Afin de résoudre les problèmes régionaux qui se posent aujourd'hui, il faut s'y prendre autrement.

J'ai aussi signalé que si le programme régional du gouvernement n'a pas très bien réussi, c'est parce qu'il n'avait pas eu le courage de prendre en charge l'économie canadienne. Notre pays est dominé par des sociétés multinationales. Au Canada, on s'aperçoit que nombre de décisions sont prises par les conseils d'administration d'énormes sociétés étrangères. Si nous sommes vraiment décidés à résoudre les problèmes de disparité et de pauvreté régionales dont souffrent tant de nos concitoyens, il nous faut reprendre les leviers économiques et le contrôle de notre pays et nous en servir efficacement et sincèrement.